



Economie

Risque pays 2010: «La note du Maroc est restée inchangée»

Entretien avec Nezha Lahrichi, PDG de la Smaex

Par | Edition N°:3202 Le 01/02/2010 | Partager    

. Stabilité politique, secteurs très orientés à l'export... les atouts du Maroc. Espagne, Portugal, Irlande, Grèce et Islande, pays à risque Nezha Lahrichi, présidente de la Société marocaine d'assurance à l'exportation (Smaex), s'exprime, à l'issue du traditionnel colloque sur le risque pays de la Coface, autour de la reprise économique et des pays émergents gagnants de la crise. A noter que cette rencontre a été marquée par la présence de Pascal Lamy, directeur général de l'OMC. - **L'Economiste: La reprise de l'économie internationale est-elle vraiment amorcée?** - Nezha Lahrichi: Avant, il faut préciser qu'en 2009, le monde a enregistré une croissance négative (-6,1 points) et ce, pour la 1re fois depuis 1945. La reprise se confirme avec un choc positif brutal de 4% grâce aux pays émergents. Les taux sont plus faibles pour la zone euro, 1% seulement, et 2,7% pour les Etats-Unis. Cette reprise est, donc, molle car le désendettement des ménages et des entreprises est un processus long. Ce phénomène concerne en particulier les Etats-Unis dont le taux d'épargne est en augmentation parce que le patrimoine immobilier a fondu avec la crise et que le taux de chômage restera élevé en 2010. Or, c'est le consommateur américain, avec près de 18% du PIB mondial, qui peut jouer le rôle de locomotive de la croissance mondiale en attendant que le consommateur chinois se réveille (3% du PIB mondial). A cela, il faut ajouter le comportement de prudence des consommateurs en Europe également. - **Comment réussir alors la sortie de crise et en même temps gérer ses fragilités?** - Le 1er élément du management de la sortie de crise concerne le moment et l'ampleur du retrait des soutiens budgétaires et monétaires, qui ont permis d'éviter la crise systémique. Comment alors neutraliser les effets de la création monétaire, prévenir l'inflation en évitant une remontée des taux d'intérêt qui mettrait à mal une reprise déjà molle? D'où la véritable question de politique monétaire qui se pose, consistant à penser l'inflation, mais en tenant compte du chômage. Autrement dit, comment éviter la bulle de l'endettement public et quelle est la capacité des Etats à régler la question du déficit public sans faire appel à la fiscalité? De la réponse à ces questions dépendra le niveau de l'activité économique mondiale. Le 2e élément concerne la réconciliation entre l'entreprise et la banque qui reste une question clé post-crise dans les pays durement frappés. Un des enseignements de la crise est que le crédit interentreprises a mieux fonctionné que le crédit bancaire. La restriction de ce dernier a surtout affecté les PME car les grandes entreprises ont accès aux financements de marché, notamment le marché obligataire. La crise a certes dégradé les bilans, mais les banques ont gardé le même modèle d'appréciation. Ce comportement pèse sur la reprise de la confiance qui s'exprime à travers la revendication de la transparence des tarifs et du juste prix des services bancaires. - **Comment rebâtir la confiance?** - Par un changement de comportement en matière d'octroi de crédit. Et ce, en regardant l'avenir et non les bilans de 2008 et 2009 et par le règlement de la question des fonds propres des PME souvent sous-capitalisées. Cette évolution, souhaitable, intéresse la Smaex car le rythme de reprise de cette confiance conditionnera la trésorerie des acheteurs étrangers et allégera la pression sur les délais de paiement. - **Quelles sont les perspectives de croissance en 2010?** - Il faut distinguer les pays émergents des pays dits industrialisés. L'absence de découplage a été une réalité puisque l'ensemble des pays ont été affectés par la crise même si c'est à des degrés divers. En revanche, le découplage s'illustre parfaitement dans la reprise: le rebond de la croissance et donc du commerce international est plus net chez les pays émergents avec une croissance de 6% pour 2010 contre 1,9% pour les pays occidentaux. D'ailleurs, on commence à parler du monde post-occidental et de l'autonomisation de sa réflexion et de son action comme l'illustre le non-débat sur la relation dollar/monnaie chinoise, mais débat sur une zone de libre-échange asiatique, un marché unique, une zone monétaire... Ce qui est important de souligner, ce sont les grandes tendances du commerce international qui vont continuer, comme les délocalisations, le commerce Sud/Sud, et celles qui vont ralentir, notamment les investissements directs qui ont permis l'établissement de nouvelles capacités de production et qui ont été facilités par la globalisation financière. En définitive, le commerce international retrouvera un sentier de croissance, mais pas au niveau d'avant la crise. Il faudrait trouver le moyen pour ne pas pénaliser le commerce international dans le cadre du nouveau réglage réglementaire qui se dessine: une lettre du crédit n'est pas une dérive du crédit! Ce ne sont pas les banques de détail qui sont à l'origine de la crise. - **Comment s'est**

comportée la carte des risques et quels sont les pays à risque?- Avec la reprise et malgré la persistance de quelques embûches, la carte des risques a évolué positivement. La notation pays qui mesure le niveau moyen de risque d'impayé présenté par les entreprises de ce pays s'est améliorée. Les Etats-Unis, avec une note A2, ne sont plus sous surveillance négative alors que les autres pays industrialisés comme la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche, la Norvège et les Pays-Bas ont la même note A2, mais sous surveillance même si elle est positive. La Suède est le pays le mieux noté, A1. Les pays à risque sont l'Espagne, l'Irlande, la Grèce, le Portugal et l'Islande. Ils demeurent sous surveillance négative. Notre deuxième partenaire, l'Espagne, est passé d'une note A1 en janvier 2008 à A3 en janvier 2010 avec, en plus, une surveillance négative. La Russie est le pays le plus touché par la crise avec un choc de -16,2 points de croissance en 2008 et 2009. Sa mauvaise note (C) est due au fait que les entreprises s'ajustent par les impayés. Toutefois, cette appréciation de court terme ne remet pas en cause le fait que la Russie continue de figurer parmi les BRIC émergents (Brésil, Inde et Chine) sachant que l'émergence est un processus long au-delà des soubresauts conjoncturels. - **Qu'en est-il du Maroc?**- Le Maroc fait partie des pays dont la notation n'a pas été affectée par la crise. Sa note est de A4 sur une échelle de 7 niveaux A1, A2, A3, A4 et BCD dans l'ordre croissant du risque. Le Maroc bénéficie de la même note pour l'environnement des affaires alors que d'autres pays dont le rating pays est également de A4 ont une note inférieure pour l'environnement des affaires, B pour l'Algérie et l'Egypte à titre d'exemple. La Coface souligne les points forts du Maroc: stabilité politique, proximité du marché européen, montée en gamme des secteurs orientés à l'export (textile), main-d'œuvre bien formée, encore bon marché, système bancaire sain, solvable, peu exposé à la crise. Elle met aussi l'accent sur le dynamisme de la demande interne, en particulier les dépenses publiques dans les infrastructures et sur l'attractivité du pays pour les IDE. La Coface souligne, également, la dépendance de l'activité au secteur agricole qui représente 35% du PIB et 42% de la population active si on prend en compte l'agroalimentaire.

Paie ment

CONCERNANT le Maroc, les secteurs qui, principalement, intéressent son commerce extérieur sont, hormis les phosphates et dérivés, l'agroalimentaire et le textile. «La crise a modifié les comportements d'achat des consommateurs européens pour les produits alimentaires», souligne Nehza Lahrichi. Avant d'ajouter que «cette modification s'est traduite par l'extension des modèles low cost et des stratégies orientées vers les produits d'entrée de gamme». Dans les pays émergents, le comportement des consommateurs est différent et la demande reste déterminée par des facteurs structurels liés à la démographie et à la constitution de classes moyennes qui, certes, se tournent vers les produits importés, mais avec des niveaux de revenus plutôt moyens. En résumé, le secteur de l'agroalimentaire est bien noté (A-), c'est-à-dire que la probabilité de défaut des entreprises est en moyenne faible, mais les stratégies d'exportation devraient s'adapter à ces nouvelles données. Pour le textile, les perspectives d'une faible consommation dans les pays industrialisés (chômage, endettement et épargne de précaution) font planer un doute sur une reprise vigoureuse des dépenses des ménages. Les donneurs d'ordre vont donc privilégier les sous-traitants les moins chers et les prix devraient être tirés vers le bas. Pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, le secteur textile/habillement est noté (B), c'est-à-dire que l'environnement économique de ces pays est plutôt favorable, mais n'est pas à l'abri d'une détérioration à court terme qui pourrait avoir des répercussions négatives sur la situation financière des entreprises. En d'autres termes, les entreprises qui vont exporter sur le Maroc ont plus de chance d'être payées. Propos recueillis par Bachir THIAM